

## **Publications périodiques**

---

Comptes annuels

---

**UBS (MONACO) S.A**

Capital de 49 197 000 Euros  
Siège Social: 2, avenue de Grande-Bretagne MC 98000 Monaco  
N° du répertoire du commerce & industrie 56 S 0336

**I. — Bilan au 31 décembre 2018.**  
(En Euros.)

<b>Actif</b>	<b>2018</b>	<b>2017</b>
Caisse, banques centrales, C.C.P.	50 224 329	48 795 117
Créances sur les établissements de crédit	2 599 359 691	2 718 388 100
Créances à vue (Nostri) - EC	2 091 517 912	2 520 190 046
Créances à terme - EC	507 841 779	198 198 054
Opérations avec la clientèle - Actif	2 615 771 754	2 280 799 775
Obligations et autres titres à revenu fixe	0,00	0,00
Actions et autres titres à revenu variable	0,00	0,00
Participations et autres titres détenus à long terme	153 437	103 303
Parts dans les entreprises liées	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles	1 953 274	2 332 207
Immobilisations corporelles	4 671 809	5 221 101
Immobilisations en cours	1 532 630	1 376 539
Autres actifs	67 818 898	31 729 178
Comptes de régularisation - Actif	8 572 555	7 141 046
<b>Total de l'Actif</b>	<b>5 350 058 378</b>	<b>5 095 886 366</b>

<b>Passif</b>	<b>2018</b>	<b>2017</b>
Banques centrales, C.C.P.	0,00	0,00
Dettes envers les établissements de crédit	1 491 745 946	1 479 494 516
Dettes à vue - EC	14 094 711	7 869 040
Dettes à terme - EC	1 477 651 235	1 471 625 477
Opérations avec la clientèle :	3 622 511 950	3 376 744 010
Comptes d'épargne à régime spécial: A vue	0,00	0,00
Autres dettes		
Dettes à vue - Client	3 114 670 171	3 188 045 956
Dettes à terme - Client	507 841 779	188 698 054
Autres passifs	16 060 346	19 412 263
Comptes de régularisation - Passif	7 743 540	9 769 308
Provisions pour risques et charges	1 996 000	2 326 000
Dettes subordonnées	60 000 000	60 113 125
Fonds pour risques bancaires généraux (F.R.B.G.)	2 177 032	12 034 747
Capitaux propres (hors F.R.B.G.)	147 823 563	135 992 395
Capital souscrit	49 197 000	49 197 000
Réserves	28 016 839	28 016 839
Provisions réglementées	0	0
Report à nouveau	58 778 557	45 112 225
Résultat de l'exercice	11 831 168	13 666 332
<b>Total du Passif</b>	<b>5 350 058 378</b>	<b>5 095 886 366</b>

Hors-bilan	2018	2017
Engagements de financement		
Reçus d'établissements de crédit	0,00	0,00
Donnés en faveur de la clientèle	1 117 154 459	1 108 567 008
Engagements de garantie		
D'ordre d'Établissements de crédit	0	28 154 595
D'ordre de la Clientèle	64 128 093	53 597 750
Reçus d'Établissements de crédit	1 521 460 736	2 296 015 496
Reçus de la clientèle	9 402 614 749	6 268 235 238
Garanties hypothécaires	1 252 239 221	1 196 270 011
Engagements sur titres		
Autres engagements donnés	0	0
Autres engagements reçus	0	0
Opérations en devises		
Spots à livrer	145 509 216	25 540 578
Spots à recevoir	145 516 828	25 542 305
Forwards à livrer	1 252 658 891	1 785 742 103
Forwards à recevoir	1 252 709 925	1 785 917 592

## II. — Comptes de résultats

(En euros)	2018	2017
Produits et charges bancaires		
Intérêts et produits assimilés	56 274 178	41 053 671
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	18 145 940	9 957 012
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	38 128 238	31 096 659
Intérêts et produits assimilés sur opérations et autres titres à revenu fixe	0	0
Intérêts et charges assimilées	-17 564 270	-7 864 209
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	-4 456 723	-2 647 896
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	-12 651 923	-4 761 938
Intérêts et charges assimilées sur dettes subordonnées	-455 625	-454 375
Revenus des titres à revenu variable	0	0
Commissions (produits)	45 155 761	48 669 219
Commissions (charges)	-3 136 647	-3 258 055
Gains sur opérations des portefeuilles de négociation	4 378 530	4 770 465
<b>Solde en bénéfice des opérations de change</b>	<b>4 378 530</b>	<b>4 770 465</b>
Autres produits et charges d'exploitation bancaires	610 327	519 013
Autres produits	330 662	239 005
Autres charges	279 665	280 008
<b>Produit net bancaire</b>	<b>85 717 879</b>	<b>83 890 105</b>
Charges générales d'exploitation	-66 929 282	-61 181 014
Frais de personnel	-37 876 281	-38 518 209
Autres frais administratifs	-29 053 001	-22 662 805
Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	-1 791 993	-2 679 759
Résultat brut d'exploitation	16 996 605	20 029 332
<b>Coût du risque</b>	<b>-9 259 155</b>	<b>-3 270 124</b>
Solde en perte des corrections de valeur sur créances et du hors-bilan	-9 857 715	-3 551 581
Solde en bénéfice des corrections de valeur sur créances et du hors-bilan	598 559	281 457
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>7 737 449</b>	<b>16 759 208</b>
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	0
Solde en bénéfice/perte des corrections de valeur sur immobilisations financières	0	0
Résultat courant avant impôt	7 737 449	16 759 208
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>156 808</b>	<b>40 290</b>
Produits exceptionnels	304 024	50 089
Charges exceptionnelles	-147 216	-9 799
Impôt sur les bénéfices	-5 920 804	-6 833 166
Excédent des reprises sur les dotations de F.R.B.G. et provisions réglementées	9 857 715	3 700 000
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>11 831 168</b>	<b>13 666 332</b>

## Répartition du résultat:

(En milliers d'euros)	2018	2017	2016
Bénéfice de l'exercice	11,831.168	13,666.332	8,643.000
Report à nouveau	58,778.577	45,112.225	36,469.000
Montant à affecter	70,609.724	58,778.557	45,112.000
Dividendes	0,000	0,000	0,000
Réserves statutaires	0,000	0,000	0,000
Report à nouveau	70,609.724	58,778.557	45,112.000
	<b>70,609.724</b>	<b>58,778.557</b>	<b>45,112.000</b>

### III. — Note annexe aux comptes annuels.

#### I. — Principes généraux et méthodes.

Les comptes d'UBS (Monaco) S.A. ont été établis conformément aux dispositions de la loi et des règlements comptables applicables aux établissements de crédit en vigueur au 31 décembre 2018 c'est-à-dire :

- Continuité d'exploitation ;
- Permanence des méthodes ;
- Indépendance des exercices.

Les comptes annuels sont établis conformément au règlement ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable général et en conformité avec les prescriptions du règlement ANC n° 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Les comptes de l'exercice 2018 sont présentés en euros sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les documents ont été établis suivant les prescriptions légales et réglementaires.

#### II. — Principes comptables et méthodes d'évaluation.

Conversion des comptes en devises. — Conformément au règlement n° 89-01 modifié du Comité de la Réglementation Bancaire relatif à la comptabilisation des opérations en devises, les créances, dettes, engagements hors bilan libellés en devises sont convertis en euros au cours du marché des changes à la date de l'arrêté des comptes.

Les prêts et emprunts en devises font l'objet d'une couverture systématique pour neutraliser le risque de change.

Les produits et charges en devises sont comptabilisés lors de leur passation au Compte de résultat en euros, au cours au comptant.

Les contrats de change à terme sont estimés aux cours de change à la date de la clôture de l'exercice et concernent des opérations de notre clientèle. Les options de change sont des opérations conclues de gré à gré pour le compte de notre clientèle.

Les pertes et profits de change résultant des opérations conclues en devises sont inclus dans le Compte de résultat.

Les comptes de position devises figurent dans notre comptabilité à la rubrique des comptes de régularisation. Ces positions techniques ne sont pas reprises dans le bilan.

Titres de transaction. — Les titres de transaction sont acquis avec une intention de revente dans un délai maximum de 6 mois. Ils sont évalués à leur prix de marché lors de l'arrêté comptable. Les variations de valeur sont portées dans le Compte de résultat. Il n'y a pas de position au 31 décembre 2018.

Titres de placement. — Le portefeuille de placement constitué d'actions et d'obligations regroupe les titres acquis dans une perspective durable, en vue d'en tirer un revenu direct ou une plus-value.

À la clôture de l'exercice, les titres sont estimés sur la base du dernier cours officiel de l'année. Par mesure de prudence, les moins-values latentes sont provisionnées valeur par valeur, les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Suite à l'entrée en bourse de Visa Inc., Visa Europe a opéré une distribution au profit de ses membres. A proportion de sa contribution passée, notre établissement a ainsi reçu 71 actions de Visa Inc. qui sont soumises à un lock-up de 3 ans. Ces actions, qui ont été reçues à titre gratuit, ont été valorisées à zéro dans notre bilan.

Titres d'investissement. — Les titres d'investissement sont des titres à revenus fixes, acquis en vue d'une détention durable, en principe jusqu'à l'échéance. La banque doit disposer de moyens de financements et de couvertures adéquats.

Ces titres sont enregistrés au prix d'acquisition. Les moins-values latentes ne sont pas provisionnées. Il n'y a pas de position au 31 décembre 2018.

Titres de participation. — Les titres de participation sont comptabilisés à leur coût historique diminués d'une provision pour dépréciation lorsque la situation le justifie.

Immobilisations. — Les immobilisations figurent au bilan à leur valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés et des provisions pour dépréciation.

Elles sont amorties en fonction de leur durée d'utilisation suivant le mode linéaire :

Immeubles d'exploitation	4 %
Agencements et aménagements	10 % et 12,5 %
Mobilier de bureau	10 %
Matériel de bureau	20 %
Matériel de transport	20 %
Matériel informatique et télécommunication	33,33 %

Les immobilisations incorporelles (frais de développement informatique) sont amorties au taux de 33,33 %.

Créances douteuses et litigieuses. — Les créances sur la clientèle présentant un risque de perte probable sont comptabilisées en créances douteuses.

Les dépréciations, inscrites en déduction des créances douteuses, sont constituées individuellement en fonction des perspectives de recouvrement.

Intérêts et commissions. — Les intérêts à payer et à recevoir sont calculés prorata temporis et comptabilisés au Compte de résultat.

Les commissions sont enregistrées dès leur encaissement sauf celles assimilées à des intérêts qui sont comptabilisées également prorata temporis.

À compter de l'exercice 2012 les commissions reçues à l'occasion d'octroi ou de l'acquisition d'un concours de crédit ainsi que les coûts marginaux de transaction sont étalés, conformément au règlement ANC n° 2014-07, sur la durée de vie effective du crédit sans actualisation (selon la méthode alternative prévue à l'article 2141-2 du règlement précité).

Engagement de retraite. — Les pensions et les retraites sont prises en charge par des organismes spécialisés auxquels sont régulièrement versées les cotisations patronales et salariales. Les indemnités de fin de carrière découlant de la Convention Collective Monégasque de Travail du Personnel des Banques sont provisionnées à hauteur de 426 000 euros au 31 décembre 2018.

Fiscalité. — Notre société entre dans le champ d'application de l'impôt sur les Bénéfices (taux 33,33 %) institué selon l'Ordonnance Souveraine n° 3152 du 19 mars 1964.

Primes d'encouragement discrétionnaires. — Les primes peuvent être composées de versements immédiats et d'une rémunération différée, soit sous la forme d'actions UBS, soit sous la forme de versements en espèces ou d'autres instruments.

Les instruments de capitaux propres attribués sont estimés à la valeur de marché et passés en charge :

- Entièrement à la date d'attribution s'il n'y pas de conditions d'acquisition des droits ;
- Étalé sur la période d'acquisition si des conditions doivent être remplies pour l'acquisition des droits.

### III. – Autres informations sur les postes du bilan. (En milliers d'euros)

Immobilisations et Amortissements :

	Montant brut au 01/01/2018	Transferts et mouvements de l'exercice	Montant brut au 31/12/2018	Amort. au 01/01/2018	Dotations aux amort. et prov. de l'exercice	Valeur résiduelle au 31/12/2018
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>3,108</b>	<b>255</b>	<b>3,363</b>	<b>776</b>	<b>634</b>	<b>1,953</b>
Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0
Software	3,108	255	3,363	776	634	1,953
<b>Immobilisation corporelles</b>	<b>14,191</b>	<b>766</b>	<b>14,956</b>	<b>7,592</b>	<b>1,159</b>	<b>6,207</b>
Immobilisations en cours	1,377	156	1,533	0	0	1,533
Agencements et installations	9,019	504	9,523	4,657	757	4,109
Matériel informatique	3,073	40	3,112	2,734	345	34
Mobilier de bureau	717	0	717	197	53	468
Matériel de transport	5	66	71	4	4	63
Œuvres d'art	0	0	0	0	0	0
<b>Immobilisation hors exploitation</b>	<b>17,299</b>	<b>1,021</b>	<b>18,319</b>	<b>8,368</b>	<b>1,793</b>	<b>8,160</b>

Ventilation selon la durée résiduelle (hors créances et dettes rattachées) :

Durée	<1 mois	1 à 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	>5 ans
Créances sur les établissements de crédit	2,442,175	142,269	13,656	0	262
Autres concours à la clientèle	41,193	37,947	207,235	0	2,244,371
Dettes envers les établissements de crédit	368,696	756,929	115,761	0	249,362
Comptes créditeurs de la clientèle	3,465,364	142,269	13,656	0	262
Dettes subordonnées					60,000

Opérations avec les entreprises liées :

- Dettes envers les établissements de crédit : 1 490 748
- Dettes envers la clientèle : 0

Participation et autres titres détenus à long terme. — Conformément à la recommandation de la lettre d'information BAFI n° 2007-01 les certificats d'association du Fonds de Garantie des dépôts sont enregistrés sous cette rubrique pour 103 milliers d'euros. Ce mécanisme obligatoire prévoit la souscription de certificats d'association ainsi que des appels de cotisations réguliers. La lettre précise que le Fonds de Garantie est désormais constitué et que les Certificats d'Association constituent des titres ; qu'ainsi ils doivent être reclassés en immobilisation financière ; les dépôts restent, quant à eux, comptabilisés en « débiteurs divers ».

Filiales et participations. — Aucune.

Entreprises dont notre établissement est associé indéfiniment responsable. — Aucune.

Actionnariat. — Notre banque dispose d'un capital entièrement libéré de 49 197 milliers d'euros constitué de 2 139 000 actions nominatives d'une valeur nominale de 23 euros chacune.

UBS SA à Bâle/Zurich détient 99,9 % de notre capital social.

— Fonds propres :

Réserves	01/01/2018	Mouvements de l'exercice	31/12/2018
Capital	49,197	0	49,197
Réserve légale ou statutaire	4,919	0	4,919
Autres réserves	23,097	0	23,097
Report à nouveau	45,112	13,666	58,779

— Intérêts courus ou échus, à recevoir ou à payer, inclus dans les postes du bilan :

	Actif	Passif
<b>Postes de l'actif :</b>		
Caisse, Banques centrales, CCP		
Créances sur les établissements de crédit	998	
Créances sur la clientèle	2,313	
Obligations et autres titres à revenu fixe		
<b>Postes du passif :</b>		
Dettes envers les établissements de crédit		998
Comptes créditeurs de la clientèle		961
Dettes représentées par un titre		
<b>Total des intérêts inclus dans les postes du bilan</b>	<b>3,311</b>	<b>1,959</b>

— Comptes de régularisation ACTIF :

Valeurs à rejeter	1
Comptes d'encaissement	2
Comptes d'ajustement	58
Charges constatées d'avance	480
Produits à recevoir	7,869
Autres comptes de régularisation	162
<b>Total comptes de régularisation ACTIF</b>	<b>8,573</b>

— Comptes de régularisation PASSIF :

Comptes d'encaissement	74
Produits constatés d'avance	921
Charges à payer	6,749
Autres comptes de régularisation	0
<b>Total comptes de régularisation PASSIF</b>	<b>7,744</b>

— Provisions pour risques et charges :

	Montant au 01/01/2018	Dotation	Utilisation	Reprise	Montant au 31/12/2018
Retraite	426	0			426
Risques et charges	1,900	120	0	450	1,570
<b>Totaux</b>	<b>2,326</b>	<b>120</b>	<b>0</b>	<b>450</b>	<b>1,996</b>

Fonds pour Risques Bancaires Généraux. — Ce fonds créé conformément au règlement du C.R.B. n° 90.02 du 23 février 1990 est destiné à couvrir les risques généraux de l'activité bancaire. Il s'élève à 2 177 milliers d'euros au 31 décembre 2018.

Dettes subordonnées. — Cette rubrique représente un emprunt participatif auprès de notre maison mère UBS SA Bâle/Zurich aux caractéristiques suivantes :

Montant :	60 millions d'euros
Durée :	Indéterminée
Rémunération :	Libor + 0,75 (fixée semestriellement)
Clause :	Primé par les éventuels créanciers.

Contrevaleur de l'actif et du passif en devises :

	Montant de la contrevaleur
<b>Total de l'Actif</b>	<b>502</b>
<b>Total du Passif</b>	<b>502</b>

IV. – Autres informations sur le hors-bilan.  
(En milliers d'euros)

Changement de méthode. — Aucun.

Engagements sur les instruments financiers à terme. — UBS (Monaco) S.A. effectue des transactions sur les instruments financiers à terme uniquement pour le compte de sa clientèle et n'intervient donc sur les marchés qu'en simple qualité d'intermédiaire.

	2018	2017
<b>Opérations de change à terme :</b>		
Devises à livrer à terme	1,252,659	1,785,742
Devises à recevoir à terme	1,252,710	1,785,918
<b>Opérations sur instruments financiers à terme et produits dérivés :</b>		
Opérations de notre clientèle	2,245,810	2,227,638
Contrepartie bancaire des opérations de la clientèle	2,245,810	2,227,638

Engagements donnés concernant les entreprises liées. — Aucun engagement en cours au 31 décembre 2018.

Engagements reçus :

Engagements de financement reçus d'établissements de crédit:	0 milliers d'Euros
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit :	1 521 461 milliers d'Euros
Engagements de garantie reçus de la clientèle :	10 654 853 milliers d'Euros

UBS (Monaco) S.A. mentionne au 31 décembre, les engagements de garantie reçus de la clientèle en contrepartie des financements octroyés.

V. – Informations sur les actifs grevés  
(En milliers d'euros)

L'arrêté du 19 décembre 2014, publié au Journal Officiel de la République Française le 24 décembre 2014, impose aux établissements de crédit la publication d'informations relatives aux actifs grevés et non grevés (Asset Encumbrance). Nous rappelons qu'un actif est considéré comme grevé s'il a été nanti ou s'il est soumis à un quelconque dispositif visant à sécuriser, garantir ou rehausser une opération quelconque, au bilan ou hors-bilan, de laquelle il ne peut être librement retiré.

Information sur les actifs grevés ou non grevés au Bilan :

	Val. Comptable actifs grevés	Val. Juste actifs grevés	Val. Comptable actifs non grevés	Val. Juste actifs non grevés
Instruments de capitaux propres				
Titres de créance			5 172 016	
Autres actifs			172 041	

Garanties reçues grevées ou disponibles pour être grevées. — Aucune.

Valeurs comptables des passifs financiers associés aux actifs grevés et aux garanties reçues. — Non concerné.

Information sur l'importance des charges pesant sur les actifs grevés. — Non concerné.



VI. – Informations sur le Compte de résultat.  
(En milliers d'euros)

Charges relatives aux dettes subordonnées. — Le montant des intérêts payés sur l'emprunt participatif pour l'exercice 2018 s'élève à : 456 milliers d'Euros.

Résultats sur titres à revenu variable. — Néant.

— Commissions :

	Charges	Produits
Établissements de crédit	876	0
Clientèle	428	24,855
Titres	1,109	18,725
Opérations de Hors Bilan	723	273
Prestations de services	0	1,302
<b>Totaux</b>	<b>3,137</b>	<b>45,156</b>

— Frais de personnel :

Salaires, gratifications, indemnités et autres avantages	27,496
Jetons de présence	0
Indemnités de fonction d'administrateur	3,055
Charges de retraite	3,033
Caisses sociales monégasques et Assedic	747
Autres et assurances du personnel	3,251
Fonds sociaux	294
<b>Total</b>	<b>37,876</b>

Une partie des bonus distribués à notre personnel est soumise à des conditions d'éligibilité, d'attribution et comporte une période d'acquisition de droits. Lorsque la période d'acquisition des droits couvre plusieurs exercices, la charge est étalée pendant la durée comprise entre la date d'attribution et la fin de la période d'acquisition.

Solde en profit des corrections de valeur sur créances et hors bilan (coût du risque) :

	Perte	Profit
Dotation aux provisions pour créances douteuses sur la clientèle	9,858	0
Reprises de provisions sur la clientèle	0	599
<b>Solde en perte</b>		<b>9,259</b>

Résultat Exceptionnel. — Les charges exceptionnelles de l'année enregistrent principalement des refacturations de frais exceptionnels ainsi que des erreurs opérationnelles. Les produits exceptionnels recueillent principalement une régularisation sur des frais d'exercices précédents.

**Autres informations.**

Contrôle Interne. — Notre établissement a adressé au Secrétariat Général de l'Autorité de Contrôle Prudentiel le rapport annuel de l'exercice 2018 sur le contrôle interne. Ce rapport a été établi en application des articles 258 à 266 de l'Arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque.

Effectif. — Au 31 décembre 2018, l'effectif se compose de 219 salariés, soit une nouvelle augmentation de 3 % par rapport à 2017 (8 CDD représentant 3,7 % des effectifs salariés, stable comparé à 2017 et 204 CDI), comprenant 171 cadres (soit 80 % de l'effectif) et 48 employés ou gradés.

Le turnover (taux de renouvellement du personnel) est de + 11 %, proche de celui de 2017 ; il reste stable et dans la norme du secteur avec 28 entrées (25 en 2017) et 19 sorties (idem à 2017).

Proposition d'affectation des résultats de l'exercice (en milliers d'euros) :

Le bénéfice de l'exercice 2018	11 831
Le report à nouveau	58 779
Montant à affecter	70 610
Dividendes	0
Réserves statutaires	0
Report à nouveau	70 610
<b>Total</b>	<b>70 610</b>

Résultats des 5 derniers exercices (en milliers d'euros) :

	2014	2015	2016	2017	2018
Bénéfice net	6 256	7 253	8 643	13 666	11 831

Événements Post clôture. — Aucun événement post clôture significatif n'est à signaler.

#### IV. — Rapport général des commissaires aux comptes

(Exercice clos le 31 décembre 2018)

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

Conformément aux dispositions de l'article 25 de la loi n° 408 du 20 janvier 1945, nous vous rendons compte, dans le présent rapport, de la mission générale et permanente, qu'en vertu des dispositions de l'article 8 de la susdite loi, vous avez confiée à Mme Sandrine Arcin, par décision de l'assemblée générale ordinaire du 18 mai 2017 pour les exercices 2017 à 2019 et à M. Didier Mekies, par décision de l'assemblée générale ordinaire du 17 mai 2018, en remplacement de M. Claude Tomatis, Commissaire aux Comptes démissionnaire, pour les exercices 2018 à 2019.

Les comptes annuels et documents annexes ont été arrêtés sous la responsabilité du conseil d'administration de la société.

Notre mission, qui consiste à exprimer une opinion sur ces comptes annuels, a été accomplie selon les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard des normes de la profession et nous a conduits à examiner les opérations réalisées par votre société pendant l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2018 et clos le 31 décembre 2018, le bilan au 31 décembre 2018 et le compte de pertes et profits de l'exercice de douze mois, clos à cette date et l'annexe, présentés selon les prescriptions de l'Ordonnance n° 3.167 du 29 janvier 1946.

Ces documents ont été établis selon les mêmes formes et au moyen des mêmes méthodes d'évaluation que l'exercice précédent.

Nous avons vérifié les divers éléments composant l'actif et le passif ainsi que les méthodes suivies pour leur évaluation et pour la discrimination des charges et produits figurant dans le compte de pertes et profits. Notre examen a été effectué conformément aux normes de révision comptable généralement admises, qui prévoient que notre révision soit planifiée et réalisée de manière à obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne sont pas entachés d'irrégularités significatives. Une révision comptable comprend l'examen, par sondages, de la justification des montants et des informations contenus dans les comptes annuels, l'évaluation de leur présentation d'ensemble, ainsi que l'appréciation des principes comptables utilisés et des principales estimations faites par la direction de la société. Nous estimons que nos contrôles étayent correctement notre opinion.

Nous avons aussi vérifié les informations sur les comptes données dans le rapport de votre conseil d'administration, les propositions d'affectation des résultats et le respect par la société des dispositions légales et statutaires régissant le fonctionnement de votre société.

À notre avis, le bilan, le compte de pertes et profits et l'annexe de l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2018 et clos le 31 décembre 2018, qui sont soumis à votre approbation, reflètent d'une manière sincère, en conformité avec les prescriptions légales et les usages professionnels, la situation active et passive de votre société au 31 décembre 2018, ainsi que les opérations et le résultat de l'exercice de douze mois, clos à cette date.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données dans le rapport de votre conseil d'administration relatives aux comptes.

Les propositions d'affectation des résultats sont conformes aux dispositions de la loi et des statuts.

Nos contrôles n'ont pas révélé d'infraction aux dispositions légales et statutaires régissant le fonctionnement des organes de votre société.

Monaco, le 10 mai 2019

*Les Commissaires aux Comptes*

Didier MEKIES

Sandrine ARCIN

**V. — Rapport spécial des commissaires aux comptes**

(Exercice clos le 31 décembre 2018)

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

Conformément aux dispositions de l'article 24 de la loi n° 408 du 20 janvier 1945, nous vous présentons un rapport sur les opérations visées à l'article 23 de l'Ordonnance Souveraine du 5 mars 1895, accomplies pendant l'exercice 2018 et sur les assemblées tenues pendant le même exercice.

**I. Opérations visées à l'article 23 de l'Ordonnance Souveraine du 5 mars 1895.**

Nous vous rappelons qu'il s'agit de toute entreprise ou marché comportant une série de prestations, fournitures ou travaux successifs, de même nature ou de nature analogue, fait avec la société ou pour son compte et dans lequel un administrateur de votre société a un intérêt direct ou indirect.

L'exécution de ces opérations pendant l'exercice 2018, vous est décrite dans le rapport présenté par votre Conseil d'Administration. Nous n'avons pas d'observation à formuler à ce sujet.

**II. Assemblées tenues pendant l'exercice 2018**

Pendant l'exercice sous revue, vous avez été réunis en :

**— Assemblée Générale Ordinaire le 17 mai 2018 à l'effet :**

- d'approuver les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017 ;
- de prendre acte de la démission de deux administrateurs
- de nommer vos commissaires aux comptes suppléants pour les exercices 2018 et 2019.

**— Assemblée Générale Ordinaire réunie Extraordinairement le 4 décembre 2018** afin de nommer trois nouveaux Administrateurs.

Pour ces assemblées, nous avons vérifié :

- le respect des prescriptions légales et statutaires relatives à leurs tenues,
- l'exécution des résolutions approuvées.

Nous n'avons constaté aucune irrégularité.

Monaco, le 10 mai 2019

*Les Commissaires aux Comptes*

Didier MEKIES

Sandrine ARCIN